

Indeed - Marketing | FR - April 14, 2020 - Impact of the Covid-19 crisis on recruitment and labor market #1

Bonjour et bienvenue à tous.

Je suis en compagnie d'Alexandre, qui va se présenter juste après moi, qui est notre économiste, de Stéphanie, qui fait partie de l'équipe marketing et qui va gérer tout ce webinar à nos côtés et qui va prendre également vos questions.

On est là pour une demi-heure, trois quarts d'heure, après, tout dépend de l'interaction qu'on aura avec vous.

L'objectif c'est qu'on puisse justement interagir, donc il y a toute une première partie avec un certain nombre de données et d'analyses de la part d'Alexandre et moi, et tout au long de ce webinar vous pouvez échanger avec nous à travers la petite case de chat qui apparaît en bas.

Stéphanie prendra vos questions, auxquelles on aura plaisir à répondre à la fin.

Juste pour commencer, rappeler ce thème qui a pour objectif principal de faire un petit point d'actualité sur ce qui se passe en ce moment avec ce COVID-19 et l'impact à la fois pour les entreprises et les chercheurs d'emploi sur le marché du travail.

Alors, Alexandre est plus habile que moi en la matière pour essayer de faire un peu de prospective, même si c'est pas évident, parce que les données et les décisions évoluent régulièrement, c'est encore le cas hier soir.

Toujours est-il que, voilà, Indeed est le premier site d'emploi dans le monde.

On est un moteur de recherche, ce qui fait qu'on a en temps réel quand même un certain nombre d'indicateurs qui nous permettent de comprendre quels sont les comportements des candidats et des entreprises.

La première chose que je voudrais vous dire et sur laquelle reviendra également Alexandre c'est que finalement le trafic n'a baissé qu'à peu près que 30 %.

Ce qui n'est pas aussi considérable que ça au regard de l'arrêt d'activité important qui a eu lieu depuis le début du confinement.

On voit qu'il y a quand même un maintien de l'activité à la fois du côté des chercheurs d'emplois, et à la fois du côté du trafic, du volume d'annonces.

Sachant que comme nous on indexe, en fait on n'est pas un job board, on indexe en temps réel les offres qu'il y a sur les sites carrière c'est-à-dire que si sur votre site carrière d'entreprise vous avez stoppé des annonces, mécaniquement elles ne sont plus indexées sur Indeed au maximum dans les 4 heures qui suivent.

Donc c'est pour cela que je dis qu'on est vraiment un indicateur en temps réel.

Il se peut que certaines entreprises continuent à laisser leurs offres, ce sera un sujet sur lequel on pourra éventuellement revenir, sans pour autant continuer à recruter.

La deuxième chose qui est un sujet d'actualité c'est le télétravail.

On va faire un webinar sur ce sujet-là dans quelques semaines.

Ça fait deux ans que ce chiffre augmente régulièrement de la part des chercheurs d'emploi comme étant un sujet majeur, une préoccupation importante.

Rien que sur Indeed, les mots clés liés au télétravail entre 2015 et 2019 ont pris à peu près 30 %, et ce chiffre il a explosé depuis le 12 mars, puisqu'il a augmenté de 190 %.

Donc on voit qu'il y a un intérêt réel très très fort de la part des demandeurs d'emploi qui sont en recherche aujourd'hui de travail pour trouver quelque chose qui puisse leur proposer un mode de télétravail, mais là aussi il va falloir y revenir plus en détails.

Une chose importante aussi, une autre statistique c'est que 78% des employés il y a encore quelques mois disaient passer beaucoup plus de temps au travail qu'à la maison.

Là, si on interroge l'ensemble de la population active française, le chiffre sera totalement inversé, et donc toujours lié au télétravail pour ceux qui font du télétravail.

Travailler à la maison c'est pas si simple parce qu'entre faire du télétravail de temps en temps en étant chez soit en alternant maison, travail, collègues, amis, famille, ça génère un certain équilibre, de le faire à domicile avec l'ensemble de sa famille, ses enfants quand il faut les gérer à la maison, ça a aussi un autre impact, ça a aussi un impact sur la façon de manager les gens, donc tout ça crée énormément de changement.

Et sans oublier bien sûr tous ceux qui continuent à travailler pour nous servir, bien sûr les soignants, mais ceux qui ramassent nos poubelles, ceux qui entretiennent nos canalisations etc., enfin, il y a beaucoup, beaucoup de métiers, les métiers de la logistique bien sûr, du transport, donc qui

continuent eux à travailler dans les circonstances qui ne sont pas simples.

Juste avant de passer la parole à Alexandre, je voulais juste partager avec vous un petit message qui dure 30 secondes sous forme de vidéo.

[MESSAGE]

Voilà donc juste un petit message pour dire merci à tous, pour dire qu'on est à vos côtés pour vous aider, pour vous accompagner avec nos outils, et donc voilà.

Une dernière chose que je voulais vous dire c'est que, malgré cette crise, il faut aussi voir le bon côté des choses.

Hormis l'aspect écologique, parce qu'il y a jamais eu autant de pas tant dans l'ensemble de nos régions, mais autant d'animaux qui retrouvent aussi une certaine forme de liberté et la baisse de la pollution etc., donc il y a aussi plein de bonnes choses.

Et côté emploi, c'est aussi l'occasion quand on est souvent au pied du mur de se remettre en question et puis évoluer beaucoup plus vite au sujet du télétravail j'en parlais tout à l'heure, c'était un sujet pas forcément prédominant pour beaucoup d'entreprises, aujourd'hui c'est une évidence, tout l'aspect sécurité, IT, etc.

Le bonheur de ces collaborateurs, le management à distance, l'équilibre vie pro, vie perso, tous ces sujets-là vont évoluer beaucoup plus vite que prévu.

Je laisse la parole à Alexandre, et n'existez pas si vous avez des questions tout au long de ce webinar à nous les poser à travers le chat. À tout de suite.

Merci Eric, merci à vous tous pour votre présence.

Je vous partage mon écran.

Je vous propose au cours de ce webinar de vous faire une présentation assez rapide sur le contexte macro-économique de cette crise.

Sur ce qu'on peut voir nous de notre côté chez Indeed avec nos données et en profiter aussi pour essayer de dégager un certains nombres de perspectives sur la nature de la reprise qui s'annoncera après la fin du confinement.

Alors, concernant l'environnement macro-économique, je dirais qu'on aborde cette crise dans une

situation relativement positive.

Pourquoi positive ?

Parce qu'on a eu la chance en France sur les derniers trimestres d'avoir une croissance relativement élevée et plutôt constante qui nous a permis de créer des emplois, notamment à partir de 2017.

Vous voyez que le taux d'emploi comme le taux de chômage d'ailleurs, le taux d'emploi est figuré sur la courbe orange ici, augmente à partir de 2017.

Ça été rendu possible par premièrement cette croissance relativement vigoureuse et constante, et aussi par les réformes des gouvernements qui se sont succédés depuis à peu près 2015, on va dire, pour accompagner cette reprise pour qu'elle soit riche en emplois, pour quelle crée des emplois.

Donc, ça c'est pour le côté positif.

Pourquoi je dis relativement positif ?

Parce que comme vous le voyez encore une fois sur la courbe orange, on n'a pas retrouvé le niveau d'avant la crise de 2008.

C'est-à-dire qu'on aborde cette crise avec malheureusement un taux de chômage et un taux d'emploi qui sont moins bons que ceux qu'on avait avant la dernière crise.

D'où l'intérêt pour les pouvoirs publiques d'essayer de minimiser l'impact du confinement sur les destructions d'emplois et le risque principal, il se trouve principalement au sein des PME, puisque les PME sont au vue de l'ensemble des mesures qui ont été prises, en particulier les fermetures des commerces, les mesures de distanciation physique, les PME sont les plus susceptibles de souffrir de ces mesures de ralentissement économique, en particulier en France, où on a à la fois beaucoup de PME et aussi des PME plus petites en moyenne que dans les pays voisins.

Vous voyez sur le graphe de gauche que on a énormément d'emplois qui sont nichés dans les PME et en particulier dans les entreprises de 2 à 250 personnes. Il y a 3,6 millions de personnes qui travaillent dans des PME en gros de...

Des PME, des entreprises de moins de 250 personnes qui ne sont pas des entreprises unipersonnelles.

Et quand on s'intéresse, par exemple sur le graphe de droite, à la numérisation de ces entreprises, on

voit qu'en général elles ne sont pas très présentes sur internet. Donc là, l'indicateur que j'ai pris c'est tout simplement si elles disposent ou pas d'un site internet.

Si on se compare par exemple à nos principaux voisins européens, aux principales grandes économies européennes que sont l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Allemagne, on voit par exemple sur les plus petites de ces PME celles de 10, celles qui sont entre 10 et 49 personnes, qu'on est dernier de l'échantillon des 10 sur la présence sur internet.

Donc ça, évidemment, il y aura un impact de ce point de vue-là, puisque si vous n'êtes pas présent sur internet, vous avez des difficultés à continuer à vendre vos produits, vous avez des difficultés à entretenir le lien avec vos clients, donc c'est quelque chose qui est extrêmement, extrêmement préoccupant pour l'économie française.

L'ensemble des dispositifs qui sont mis en place actuellement par le gouvernement visent principalement à maintenir les PME sous perfusion pour éviter les déperditions d'emploi lors de la reprise.

Très rapidement, en quoi consistent ces dispositifs ?

En France, vous avez principalement deux volets.

Un plan de soutien gouvernemental de 110 milliards d'euros, qui a d'ailleurs été revalorisé de 10 milliards d'euros ce matin, ça été annoncé par Bruno Lemaire, qui est principalement destiné au financement du chômage partiel.

Il y a actuellement à peu près 6 millions de salariés en France qui sont au chômage partiel, et vraisemblablement ça va continuer à augmenter, puisque maintenant le confinement a été prolongé de près d'un mois, et les projections font état d'à peu près 8 millions de personnes en chômage partiel dans deux ou trois semaines, vers la fin du confinement. Ça représente 1 milliard par jour pour l'état, qui va donc le financer par l'intermédiaire de ce fonds, qui doit aussi financer les mesures fiscales pour faciliter le maintien de la trésorerie des entreprises, donc c'est des reports d'impôts et de charges, tout simplement, et ce fonds doit aussi permettre au pouvoir public éventuellement de monter au capital d'un certain nombre d'entreprises françaises, que ce soit des PME, des EPI, des établissements de tailles intermédiaires ou des grandes entreprises qui pourraient être menacées par des concurrents qui pourraient essayer de les racheter, de lancer des raids boursiers parce que leur valorisation boursière aurait baissé sur le dernier mois avec la chute des marchés.

Ça c'est le premier volet.

110 milliards d'euros, donc ça c'est du budget public.

Donc ça contribuera directement, malheureusement, à creuser les déficits.

Le deuxième volet c'est un volet qui est assuré par les banques publiques, donc tout ce qui est banques publiques, d'investissements, caisses de dépôts, et qui consiste à garantir les prêts principalement des PME pour que celles-ci tout simplement puissent se financer plus facilement auprès des banques.

Donc maintenant, la plupart des prêts que les PME demanderont seront garantis par l'État, ce qui annule quasiment le risque vis-à-vis de la banque.

En Europe, ailleurs en Europe on observe un dispositif similaire.

Il faut souligner l'action de la banque centrale européenne, qui a lancé un nouveau programme de rachat de titres de 750 milliards d'euros, qui permet tout simplement de racheter sur les marchés des titres de dette d'états et d'entreprises pour faciliter le financement de ces acteurs.

Encore un volet sur, pareil, les banques publiques et les fonds via le mécanisme européen de stabilité et la Banque Européenne d'Investissement, qui ont mis sur la table 440 milliards pour financer à la fois les États pour ce qui le NES et en particulier les dépenses de santé potentielles qui seront sans doute nécessaires pour pouvoir moderniser un certain nombre d'hôpitaux en Europe, mais aussi des prêts aux PME et aux entreprises via la Banque Européenne d'Investissements, et enfin une enveloppe de 100 milliards à l'échelle de l'ensemble de l'Europe pour le chômage partiel mis sur la table par la Commission Européenne.

J'insiste rapidement sur le dernier point puisque ça pourrait être en réalité l'embryon d'un étage d'assurance chômage européen dont on parle souvent dans des cercles plus ou moins officiels, il y a énormément d'économistes qui ont mis ce projet sur la table depuis 2012, depuis la crise des dettes souveraines de la zone Euro, et donc cette enveloppe de la Commission Européenne qui permet de financer le chômage partiel dans tous les États de l'Union Européenne permettrait d'être on va dire un premier étage potentiellement, en fonction des négociations entre États, a un dispositif qui serait plus pérenne et qui servirait à financer à l'échelle européenne le chômage, pour pouvoir assurer une redistribution entre des pays qui ont un taux de chômage élevé et ceux qui ont un taux de chômage plus faible.

Et enfin dans le monde, ce qu'on observe c'est les plans de relance qui sont eux-même très

importants, qui sont entre 2 à 10 % du PIB et pareil, des garanties sur les prêts dans la plupart des pays industrialisés.

J'ajoute aussi une coordination des banques centrales, en particulier la Fed, qui a mis à disposition d'un certain nombre d'autres banques centrales 450 millions de dollars pour que les entreprises étrangères, les entreprises non américaines, puissent avoir accès au dollar pour se financer et pour effectuer des transactions sur les marchés internationaux.

Donc de ce contexte évidemment extrêmement dégradé, les employeurs et les chercheurs d'emploi vont modifier leurs comportements, et par chance nous on est capable de voir énormément de choses, et je vous propose dans les 3-4 minutes qui viennent de vous dérouler un certain nombre de données Indeed, les dernières données disponibles qu'on peut voir sur à la fois le comportement des employeurs et des chercheurs d'emploi.

Du côté des employeurs, ce qu'on constate principalement c'est qu'on a une baisse indéniable des offres d'emploi qui sont diffusées par les recruteurs, puisque si on compare la tendance 2019, la tendance de l'année dernière à la tendance de cette année, vous voyez qu'à partir de la mi-mars, donc pile au moment du confinement, on a une chute des offres d'emploi sur le site, et si on compare en tendance, on est là pour l'instant sur un écart de 36 % par rapport à la tendance de l'année dernière.

C'est un écart qui va continuer à se creuser, parce ce qu'on observe nous directement de notre côté c'est que le flux de nouvelles offres d'emploi est divisé par deux par rapport au flux normal.

Donc, de façon, en toute vraisemblance, la courbe jaune que vous voyez va continuer à descendre jusqu'à se stabiliser au niveau de moins 50 %.

Là pour l'instant on est à moins 36 %.

Le confinement va durer encore de toute façon trois semaines, donc nous on s'attend de notre côté à ce que cette courbe jaune continue à descendre et vienne s'établir à un niveau à peu près aux alentours de moins 50 % par rapport à la tendance de l'année dernière.

Tous les secteurs sont en baisse.

La plupart des secteurs sont en baisse en moyenne de 30-40 %.

Évidemment il y a des disparités.

Quand vous regardez par exemple les soins infirmiers, c'est un secteur qui est plutôt défensif dans le contexte actuel.

On comprend pourquoi, il y a énormément de besoins dans les hôpitaux, les métiers de la santé en général aussi, avec la pharmacie qui baisse beaucoup moins que les autres secteurs, mais si on passe sur des secteurs par exemple du transport avec l'aérien, la logistique, le transport, des secteurs comme les soins à domicile, là on commence à constater des tendances de baisse qui sont beaucoup plus importantes, jusqu'à des tendances de baisse qui peuvent aller jusqu'à 60 % pour la propreté et l'hygiène, même si on aurait tendance à penser que c'est un secteur qui est effectivement important par les temps qui courent. En réalité c'est un secteur qui est sous-traitant de beaucoup d'entreprises. Toutes les entreprises font appel à des entreprises soit de nettoyage de bureau, de nettoyage industriel, et donc quand les salariés ne sont bien évidemment pas sur les locaux, ce sont des coûts qui sont immédiatement coupés, ce qui explique une très très forte baisse dans le secteur de la propreté et de l'hygiène.

Restauration, tourisme et hôtellerie, idem, c'est en baisse pour des raisons assez évidentes.

Les gens sont confinés, ils ne sortent plus, et c'est des secteurs qui sont quasiment à l'arrêt.

Les baisses du côté des offres d'emploi s'observent dans tous les pays, là encore avec les disparités. La France occupe une position qui est assez intermédiaire, on est pour l'instant à égalité avec l'Italie, puisqu'on encaisse à peu près 36 % de baisse au niveau des offres.

En comparaison, le Royaume-Uni qui lui a un marché de travail beaucoup plus volatile, beaucoup plus flexible, affiche une baisse plus importante, soit 44 %, avec le Canada 43 % et des pays qui eux, par on va dire parce qu'ils étaient mieux organisés, qu'ils avaient peut-être plus de tests, plus d'équipements et qui ont aussi on va dire une organisation économique, une composition sectorielle qui est peut-être un peu moins axée vers des secteurs de la restauration et du tourisme, s'en sortent pour une baisse qui est moindre.

On peut citer par exemple l'Allemagne, qui est à moins 17 % seulement au niveau de la baisse des offres d'emploi.

Donc pour l'instant un marché du travail allemand qui a été relativement peu affecté par les mesures de lutte contre l'épidémie.

Du côté des chercheurs d'emploi, cette fois-ci, ce qu'on constate c'est que effectivement, en fonction

de l'indicateur qu'on prend pour essayer de mesurer l'activité et l'intérêt des chercheurs d'emploi, on est sur des baisses qui vont de 30 à 50 % du trafic sur Indeed ou des candidatures.

Pour vous donner un point de comparaison, c'est un peu en-dessous de ce qu'on observe pendant les fêtes de fin d'année.

Donc il est compréhensible que les chercheurs d'emploi, en particulier en France, où le marché du travail est extrêmement rigide estiment qu'il n'est pas vraiment payant de chercher un travail en ce moment et c'est sans doute pour un certain nombre de secteurs une analyse correcte, mais il est tout de même intéressant de regarder les recherches qui augmentent le plus, et donc parmi les chercheurs d'emploi qui demeurent actifs, quelles sont les tendances qui les attirent le plus ?

Très rapidement, il y a peut-être 3 points à souligner dans ce tableau.

Le premier point c'est le succès de l'appel du Ministre de l'Agriculture quand il a appelé les français à remplacer les travailleurs saisonniers de l'agriculture et du secteur agricole pour pouvoir aller aider les agriculteurs à effectuer la collecte de fruits et légumes par exemple, les vendanges, ce genre de chose.

Ce sont les recherches qui sont, les mots clés qui sont utilisés qui ont la croissance la plus importante.

Donc cueillette, saisonnier agricole, tout ce qui est mot clé autour de l'agriculture, le maraîchage.

Le deuxième point important c'est la grande distribution et en particulier le drive, qui connaît un regain d'intérêt puisque ce sont l'une des rares activités qui n'a pas été, ou très peu été affectée par les mesures de confinement, et enfin, comme le mentionnait Eric en introduction, l'essor du télétravail qui ne date pas de la crise du coronavirus, qui date de 2-3 ans, c'est une tendance assez longue qu'on observe sur Indeed, qui a d'ailleurs été renforcé par les grèves du quatrième trimestre 2019, où de plus en plus de personnes et de plus en plus d'entreprises se sont mises en télétravail.

Donc c'était les trois points pour l'instant assez saillants qu'on observe du côté des chercheurs d'emploi.

Pour résumer cette partie Donc, pour résumer cette partie, on va dire indicateurs avancés du marché du travail par les données Indeed, d'un côté une baisse assez significative des annonces du côté des employeurs, avec une baisse en France qui est à 36 % par rapport à la tendance de 2019, et de l'autre, une mise en arrêt des recherches des candidats entre 30 et 50 %, avec des exceptions dans

un certain nombre de secteurs comme par exemple le secteur agricole, le télétravail et la grande distribution.

Alors sur la base de tout ça, qu'attendre de la reprise et qu'attendre des perspectives ?

Alors, tout d'abord, il est important de garder à l'esprit que la crise actuelle n'est pas une crise économique.

C'est une crise qui trouve ses racines dans des raisons sanitaires. Pourquoi je dis ça ?

Parce que du point de vue économique, si on considère évidemment uniquement les variables économiques, c'est plutôt rassurant, parce que c'est une crise en quelque sorte qui a été auto-infligée par des mesures étatiques pour sauvegarder des intérêts supérieurs de santé publique. Pour l'instant, la contagion à la sphère financière grâce à l'action des gouvernements et des banques centrales paraît être sous contrôle, donc on n'est pas du tout dans un scénario par exemple en 2008, où le bilan d'un certain nombre de grands acteurs bancaires avait été affecté et où on avait une propagation d'une onde de choc qui se propageait dans l'ensemble de l'économie mondiale.

Là, on a une onde de choc mais elle trouve évidemment ses explications dans les nécessités de la lutte contre une épidémie, et le jour où sur le plan sanitaire les gouvernements obtiendront des résultats, ils seront en mesure progressivement d'organiser le retour au fonctionnement normal de l'économie.

Du point de vue aussi des solutions qui sont mises en oeuvre, il est permis d'être optimiste puisque, en ce qui concerne le contrôle de l'économie, énormément d'expérience a été accumulée au cours des crises de 1929 et de 2008. On sait par exemple que dans la mesure du possible il faut coopérer, il faut éviter les réflexes protectionnistes, il faut agir de façon définitive et extrêmement rapide sur les marchés, c'est ce qu'a fait la banque centrale il y a un peu moins d'un mois et ce qu'elle avait tardé énormément à faire en 2008, ce qui a d'ailleurs expliqué que en Europe on ait eu 3 à 4 ans assez désagréables entre 2008 et 2012 parce que justement les gouvernements et la banque centrale européenne n'avaient pas fait ce qu'il faut pour essayer de calmer la panique sur les marchés et la diffusion de la crise à l'économie réelle.

Et le deuxième point aussi, c'est que les autorités publiques et les institutions sont, paraissent en tout cas déterminées à explorer des voies très innovantes, c'est le cas en Asie et aux États-Unis, où ce qu'on appelle l'helicopter money a été mis en oeuvre par les gouvernements, c'est-à-dire qu'ils ont décidé carrément de créditer sur le compte d'un certain nombre de familles qui avaient des

pouvoirs, des problèmes de pouvoir d'achat et qui étaient susceptibles donc de consommer énormément, là ils ont crédité tout simplement des dollars, des devises pour soutenir la consommation.

Ce qui était un sujet jusque-là relativement tabou en économie, ce qu'il est encore un peu en Europe, mais c'est normal parce qu'en Europe on est en général un peu en retard sur tous ces débats-là, mais l'essentiel c'est que des grandes institutions envisagent véritablement l'ensemble des palettes des mesures qui sont à leur disposition et soient totalement déterminées à soutenir à la fois l'investissement et la consommation.

Donc, quelles sont les conditions d'efficacité des réponses publiques ?

Je reviens au point qui me semble le plus important, je passe rapidement dessus parce que c'est pas un point économique en soi, c'est véritablement la réussite sur le plan sanitaire du contrôle de l'épidémie.

Il faut bien évidemment faire diminuer les taux de contagion, faire en sorte que les services de réanimation ne soient pas engorgés.

À plus long terme, il faut que la recherche puisse trouver un vaccin.

On sait que c'est une question de mois et non de semaines, on est plus sûr du 12, 18 mois.

Et la condition aussi sine qua non c'est qu'il ne faut pas qu'il y ait de mutation du virus, parce que si le virus mute, évidemment ce sera difficile de trouver un vaccin ou de trouver un certain nombre d'anti-rétroviraux pour aider au contrôle de l'épidémie.

Sur le plan économique, ce qui est véritablement important, c'est qu'il y ait une bonne transmission des politiques budgétaires et monétaires, c'est-à-dire que les banques elles-mêmes acceptent de prêter facilement aux PME, ça c'est quelque chose que le gouvernement et la DCE regardent de façon très très précise. En Allemagne, par exemple, il y a eu des problèmes de financement d'un certain nombre de grosses PME par les banques, ce qui a obligé le gouvernement allemand à monter de 90 à 100 % dans la garantie qu'ils accordaient aux prêts, ça c'est quelque chose que le gouvernement français regarde de très très près, puisque si les banques ne prêtent pas ou prêtent imparfaitement aux PME, on va avoir évidemment plus de PME qui seront en difficultés et donc plus d'impact négatif sur l'emploi.

Enfin, il faut une capacité des autorités à restaurer la confiance pour neutraliser les incertitudes. Et

quelles sont ces incertitudes ?

Essentiellement, elles concernent le comportement des ménages et des entreprises.

Les plus gros points d'interrogation en ce moment c'est, est-ce que les ménages, à l'issue de ce confinement, vont se remettre à consommer comme avant ?

Est-ce qu'ils auront le même comportement dans leur choix de consommation ?

Est-ce qu'ils consommeront moins ?

Est-ce qu'ils consommeront mieux ?

Quel sera leur rapport au travail ?

Est-ce que le fait d'avoir été au chômage technique, au chômage partiel, est-ce que le fait d'avoir été en télétravail va changer leur point de vue sur la façon dont ils travaillent ?

Est-ce qu'ils vont vouloir entamer des transitions professionnelles ?

Ça c'est une incertitude qu'il faut souligner.

Et du côté des entreprises, essentiellement, évidemment l'impact sur le taux de faillite, sur les capacités d'investissement et de recrutement, la nécessité d'un certain nombre d'entreprises, peut-être majoritairement des PME, à devoir licencier pour pouvoir restaurer leur finances, les grands entreprises sont peut-être un plus à l'abri du licenciement si le confinement ne dure que deux semaines, que de deux mois pardon, et enfin la question du numérique, puisque ce que démontre cette crise aussi c'est l'importance on va dire d'avoir une présence sur internet, l'importance de pouvoir faire télétravailler ses salariés, et donc est-ce qu'il y aura des enseignements qui seront tirés sur ce point-là, pour que les entreprises rendent leur processus tout simplement plus résiliant à ce type de crise qui va sans doute revenir, puisque c'est des pandémies qui ont lieu régulièrement maintenant depuis le début du siècle.

On a eu en 2003 le SARS, en 2011 le MERS, Il est peu probable que cette épidémie soit la dernière, et encore une fois, l'enjeu c'est de rendre l'économie, de rendre l'organisation des entreprises plus résiliante à ce type de risque et donc là en l'occurrence renforcer la présence sur internet, investir dans la cyber-sécurité et faire en sorte d'avoir des processus assez robustes pour pouvoir tenir potentiellement ce type de confinement.

Donc voilà ce que je voulais partager avec vous, est-ce que vous avez des questions ?

Oui, Alexandre, nous avons une première question de Sophie, qui nous demande dans quel secteur les offres d'emploi restent stables ou augmentent ?

Alors, il y a pas de secteur malheureusement dans lequel les offres d'emploi augmentent, en revanche, il y a des secteurs dans lesquels les offres d'emploi baissent moins que les autres, typiquement les soins hospitaliers, tous les secteurs de la santé en général.

On observe une baisse qui est bien moins 20.

Pour le reste, ce qui se passe c'est que, dans la plupart des secteurs, même ceux qui étaient affectés à la marge par le confinement, il y a on va dire un gel des recrutements.

La plupart des décideurs économiques sont passés dans une position d'attentisme, c'est-à-dire qu'ils attendent la fin du confinement, ils attendent de voir comment la reprise va se passer pour véritablement ré-enclencher une dynamique de recrutement.

L'explication à ça c'est encore une fois la rigidité du marché du travail français.

En France, vous prenez énormément de risque quand vous embauchez un salarié, puisque derrière c'est aussi difficile de se séparer d'un salarié, et donc, contrairement à ce qu'on observe au Royaume-Uni par exemple, où il va y avoir des entreprises qui momentanément pendant le confinement vont avoir plus de demande, vont être en mesure de momentanément recruter un certain nombre de salariés, ça en France, on ne le fait pas, puisqu'après, à la fin du confinement, ça va être difficile de se séparer de ces salariés.

C'est l'avantage et l'inconvénient de notre système social.

On le voit si on compare, tu citais tout à l'heure l'Angleterre, mais si on compare aux États-Unis, en quelques jours en fait il y a 10 millions de travailleurs qui se retrouvaient au chômage du jour au lendemain parce que justement la nature même des contrats est totalement différente de chez nous.

Oui, exactement.

[INAUDIBLE] possible, c'est pour cela qu'on a du chômage partiel, tout un tas de modalités, et c'est pour ça que les entreprises, même dans le secteur du transport et de la logistique, qui est un secteur qui est quand-même très concerné aujourd'hui parce qu'il y a une forte demande, l'objectif est de vite faire travailler au maximum ses salariés.

Il y a parfois recours à l'intérim parce qu'il y a du surcroît d'activités mais on ne constate pas pour autant une explosion des offres d'emploi dans ce secteur.

Alors, une autre question sur les postes à responsabilité et les postes de cadre, est-ce qu'on a un peu de visibilité justement en terme de données ?

Alors, pour l'instant ce qu'on constate sur les postes de cadre c'est qu'ils suivent la tendance globale du reste du secteur, du reste des secteurs dans lesquels ils sont.

Il y a pas vraiment de traitement à part des cadres dans cette crise.

Alors une question de Mosine.

Comme l'indique le sigle chinois qui écrit la crise en deux sigles, le premier représentant le danger, le deuxième représentant l'opportunité, quelles sont les opportunités que pourrait créer cette crise dans le monde de l'emploi selon vous ?

Alors, de mon point de vue, la première opportunité est clairement dans la numérisation des entreprises.

C'est en plus un sujet qui est structurel, en France on est en retard sur ce sujet-là.

Donc s'il y a qu'un seul enseignement à tirer de cette crise, c'est véritablement que les entreprises françaises investissent plus pour se numériser, pour accroître leur présence sur internet, pour pouvoir recruter sur internet, pour pouvoir continuer leurs activités sur internet.

De mon point de vue c'est l'enseignement numéro un.

L'enseignement numéro deux, qui est d'ailleurs relié à cette dimension télétravail, c'est réfléchir, mais là pour le coup on est plus uniquement sur les entreprises, on est sur une organisation économique globale, donc il y a un rôle aussi des pouvoirs publics, sur la question de la mobilité.

Et la mobilité, c'est un sujet qui va englober aussi bien le télétravail que le logement, puisque là, par exemple, vous avez les gens qui sont confinés dans les villes, énormément de gens sont dans des logements qui sont petits, dans des logement ou on ne peut pas travailler de façon confortable, et ça pose un problème. Ça pose aussi un problème en temps normal, quand vous vivez par exemple loin de votre travail, que vous devez prendre des transports, et qu'au final votre productivité au travail est impactée par le temps de transport que vous avez.

Et enfin il y a aussi un sujet infrastructure.

Il faut développer nos infrastructures pour faire en sorte justement que ces allés-retours travail-maison soient plus faciles.

Donc trois leviers, télétravail logements et infrastructures pour améliorer la mobilité sur le marché du travail et la mobilité, c'est l'un des tout premiers facteurs de chômage structurel en France.

Deux autres choses que j'ajouterais par rapport à cette crise et que l'on constate aujourd'hui c'est une forme de patriotisme d'achat local, de recentralisation aussi de certaines entreprises et de certaines activités stratégiques.

L'État et les français comprennent qu'il vaut mieux acheter local, et là aussi, il y a moins de transport et il y a potentiellement des entreprises qui produisent des produits de qualité identique.

On a même parlé, il y a une étude qui a été faite récemment, les français étaient prêts à payer un peu plus cher pour acheter du français et du local.

Donc, je pense que ça aura un impact après, parce que c'est en train de modifier les comportements aujourd'hui.

Et la deuxième chose c'est la revalorisation de certains métiers.

On réalise entre guillemets, certains étaient convaincus, la plupart, mais certains réalisent aujourd'hui que certains métiers sont indispensables. Je parlais tout à l'heure de ceux qui continuent à ramasser nos poubelles. On ne les voit pas, et pourtant ils sont vraiment nécessaires à l'activité.

Tous ceux qui travaillent dans le transport et la logistique, qui permettent aussi d'alimenter tous les magasins ou de venir livrer chez vous des produits de première nécessité, les métiers de la santé, donc il y aura sûrement un impact aussi de revalorisation salariale, de reconsidération de certains métiers qu'on a pu constater comme étant stratégie aussi pour l'entreprise et pour le pays en global.

Là encore une question de Florence, comment envisagez-vous les étapes du recrutement juste après le de déconfinement ? Seront-elles les mêmes par pays ?

Alors, les étapes du recrutement.

Les étapes, je ne suis pas sûr de bien comprendre.

La façon dont les entreprises recrutent ?

Peut-être que tu veux répondre à cette question, Eric?

Oui, alors on a déjà des constats singuliers aujourd'hui, puisque, quand on accompagne nos clients, on voit que certaines entreprises qui étaient déjà équipées pour le télétravail, pour recruter à distance avec d'autres moyens technologiques, ont réduit ou stoppé un certain nombre de recrutements.

Par contre il y a des recrutements qui continuent à être stratégiques, et je vous parlais tout à l'heure du lien entre le nombre d'annonces et notamment le nombre de volume de chercheurs d'emploi qui est sensiblement le même.

On n'a que 30 % de baisse de trafic de chercheurs d'emploi qui viennent sur Indeed, donc il y a toujours des gens qui sont à la recherche de travail et sur des postes stratégiques qui étaient stratégiques hier et continuent à l'être aujourd'hui.

Après, la difficulté c'est plutôt le temps d'intégration.

Donc là, on commence à avoir une perspective de fin de confinement, donc c'était la difficulté pour les recruteurs, mais on voit que certaines entreprises, n'ayant pas les moyens et les équipements pour accompagner leurs structures RH en télétravail, ont dû stopper tous les recrutements, y compris les recrutements les plus stratégiques, notamment dans le métiers de l'IT, parce que l'IT est un sujet aujourd'hui, quand on travaille encore plus à distance, il faut assurer la sécurité informatique de l'entreprise.

C'est des métiers qui étaient déjà tendus hier et pour lesquels certaines entreprises qui n'avaient pas anticipé ce genre d'événement ne peuvent plus recruter.

Ce qui est sûr c'est que ça aura un impact parce que dans les discussions qu'on a avec nos clients, ils envisagent aujourd'hui d'investir beaucoup plus dans des moyens et des façons de recruter plus digitales, plus à distance, plus efficaces et souvent parfois aussi plus rapides.

Je ne sais pas si ça a bien répondu à la question de la personne, mais si ce n'est pas le cas, elle peut poser une question.

Alors, une autre question de Jessy.

Les candidats sont-ils toujours aussi actifs ou est-ce qu'ils délaissent leur recherche d'emploi ?

Ils ont clairement diminué leur recherche d'emploi.

Encore une fois, on est à peu près sur Indeed à un trafic qui est divisé à peu près par deux par rapport au temps normal, donc sur un trafic qui est équivalent aux fêtes de fin d'année encore une fois. Donc, c'est clairement un fonctionnement au ralenti du côté des chercheurs d'emploi.

Une question de Florence, quelles incidences sur les recrutements de français à l'étranger ?

Pensez-vous que ce ralentissement perdure jusqu'à la rentrée ?

Alors, sur les recrutements de français à l'étranger, je ne pense pas qu'il y ait une distinction qui soit opérée entre les français et les autres à l'étranger. Je sais qu'il y a eu un certain nombre de débats sur, puisque la France est l'un des pays les plus touchés par l'épidémie. Est-ce qu'on va dire que c'est risqué de rentrer en contact avec les français, les choses comme ça, c'est des sujets qu'on a pu voir notamment en Allemagne, mais je pense que c'est assez ponctuel.

Je pense qu'il faut regarder par pays.

Très clairement, il y a des pays dont l'économie est repartie ou dont l'économie a été très peu affectée, et là auquel cas, forcément vous allez pouvoir continuer les recrutements de façon beaucoup plus simple.

En revanche, d'autres pays qui sont plus affectés par l'épidémie ou qui sont plus en retard dans le traitement de l'épidémie, où encore une fois, c'est l'ensemble des agents, l'ensemble des décideurs qui vont arrêter les décisions de recrutement, et que ce soit pour les français ou pour les autres, je ne pense pas qu'il y ait des variations dans le traitement. Je ne sais pas si ça répond à la question, mais c'est la réponse que je peux apporter actuellement.

Donc peut-être une dernière question de Christelle, quelle pourrait être la conjoncture en termes de recrutement pour 2020 dans la banque et l'assurance ?

La tendance est-elle au gel ou à continuer de recruter ?

Alors, sur la banque et l'assurance il y a énormément de métiers différents.

Je distinguerais on va dire les métiers de la banque de détail, des métiers dits du reste.

Ce qu'on observe dans la banque de détail c'est que la situation des réseaux bancaires diffère.

Mais en général c'est un secteur où vous avez à la fois énormément de banques qui vont supprimer des agences, et sur un certains nombres de marchés locaux très localisés, un peu plus de demande de réseaux bancaires qui vont rechercher en priorité des personnes qui ont une expérience dans le secteur bancaire de deux ou trois ans dans un autre réseau bancaire, ou deux ou trois ans dans un guichet bancaire.

Pour l'instant, la banque et la finance, quand on regarde l'évolution des offres, on est pareil sur une chute de 30, 40 % dans la moyenne on va dire des secteurs. Ni trop touché, ni trop résistant.

En revanche pour la banque de détails, je pense que, en ce qui concerne le recrutement et en ce qui concerne les décisions au niveau des grands réseaux bancaires, c'est un secteur qui va être extrêmement touché par l'exigence de numérisation.

C'est-à-dire que je pense qu'il y aura énormément de présidents de grandes banques qui vont accélérer la réduction de leur réseau bancaire.

Et cela pourrait évidemment affecter les recrutements dans le secteur, d'autant plus que, sur un certain nombre de marchés localisés, il y a des tensions.

Ils ne trouvent pas grand monde, en fait.

Et pour ce qui est du reste du secteur bancaire, on est sur des métiers de cadre assez typique, donc pour l'instant la visibilité est très très faible, Mais je n'anticipe pas on va dire un avant- et un après-crise, contrairement à ce qui pourrait se passer dans la banque de détails.

Juste, Pascal, je vois les questions qui défilent, et c'est frustrant de tenir le délai et de dire qu'on arrête alors qu'il y a des questions très intéressantes.

Par rapport au trafic, il y a une question très juste de la part de Mossine qui dit avec une baisse globale en gros de 50 % à venir des offres et du trafic, est-ce qu'il est toujours aussi utile de postuler ?

Il faut savoir qu'au début, en effet, la plupart des jobs continuaient à courir, les entreprises étant dans un phénomène de sidération, je ne dirais pas forcément des offres au regard de leur capacité à gérer le recrutement.

Aujourd'hui c'est en train de s'ajuster.

C'est por cela qu'Alexandre disait tout à l'heure que mécaniquement on va arriver vers moins 50 %

d'offres en ligne, ce qui veut dire qu'il y a encore 50 % d'offres en ligne quand même, faut pas l'oublier, et autant de trafic.

Donc, de mon point de vue, moi ce que je dis aux recruteurs c'est que c'est toujours le moment de recruter si vous avez les moyens de le faire.

De toute façon un processus de recrutement sur certain métiers il est de toute façon long, il y a peut-être moins de chercheurs d'emploi, mais ceux qui sont en ligne sont aussi extrêmement motivés et sont en recherche active.

Donc bien sûr, il faut continuer à recruter, et il faut continuer pour les candidats à postuler, parce que le marché ne s'arrête pas.

Le marché ralentit, mais il y aura toujours des métiers en tension, avec des entreprises qui auront besoin de recruter demain.

Certaines de façon très rapide dès la fin du confinement. D'autres ce sera plus long en fonction du retour à l'équilibre de leurs activités.

D'autres questions, Stéphanie pour terminer ?

Écoutez, encore une dernière question, peut-être.

Allez.

Alors, une question de Monique : Bonjour, peut-on s'attendre à une généralisation des outils ou des possibilités de télétravail comme un moyen de sécuriser un maintien des activités professionnelles ?

Alors, on peut espérer.

Une généralisation c'est peut-être un peu optimiste, puisque de toute façon on ne peut pas non plus demander à tout le monde de faire du télétravail. Si vous êtes dans la construction ou si vous êtes employé de ménage, évidemment vous ne pouvez pas être en télétravail, dont il y aura de toute façon un pourcentage, un pourcentage irréductible de personnes qui ne pourront pas être au télétravail.

Mais pour tout le reste. oui, il est bien évidemment souhaitable que les entreprises investissent dans les outils de télétravail, bien sûr.

C'est 20 % des actifs aujourd'hui, en ce moment, qui sont en télétravail.

Donc en effet, ça ne concerne pas tous les métiers, toutes les professions, toutes les entreprises, mais ce qui est sûr c'est qu'il y a une vraie prise de conscience entre 20 % d'actifs aujourd'hui, ce qui n'était pas du tout le cas il y a quelques mois, c'est pour ça que je dis, c'est quand on est au pied du mur qu'on réalise que certaines choses sont possibles, donc il va y avoir une accélération très forte du télétravail pour permettre un meilleur équilibre vie pro, vie perso, limiter les trajets, plus attractif aussi pour certains candidats qui étaient un peu trop éloignés d'un lieu de travail, et puis les gens se sont aussi équipés ou aménagés.

Donc là en fait, c'est des pires conditions pour faire du télétravail, parce qu'on le fait à temps plein, on le fait avec sa famille et ses enfants.

Quand c'est organisé dans un cadre classique où les enfants sont à l'école la journée, on peut télétravailler de chez soi etc., et il y a un mix entre télétravail et le travail et la présence physique avec ses collègues, ça se gère bien, donc on est convaincus en tout cas que ça va avoir un essor important dans les semaines et dans les mois qui viennent.

Je vous remercie, on est obligés de couper pour respecter le délai.

Vous étiez nombreux, donc je pense qu'on refera cela régulièrement.

On a prévu avec Alexandre de faire des piqûres rappels, les piqûres de rappel régulièrement, à condition d'avoir suffisamment de données pour ne pas vous redire la même chose à chaque fois.

Merci beaucoup pour votre attention, je vous dis à très bientôt, et malgré le contexte passez une excellente journée, essayons de voir le côté positif des choses.

Prenez soin de vous et de vos proches. À bientôt.

Merci, au revoir !